



Au Mozambique le coton ne mangera plus l'homme

PAR AQUINO DE BRAGANÇA

11.5.1970

La guerre coloniale, qui absorbe plus de 50 % du budget portugais, n'est pas le seul souci du Dr Marcelano Caetano. L'industrie cotonnière, qui occupe près de 10 % de la main-d'œuvre portugaise, est en crise. D'où vient cet or blanc qui a rapporté au Portugal 33 millions de dollars en 1968 ?

■ La récolte mondiale de coton s'annonce bonne, cette année, et dépassera certainement les 52,5 millions de balles de la campagne 1969. On sait que cinq pays se partagent l'essentiel de cette production : les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la Chine, l'Inde et l'Egypte.

Loin derrière ces « cinq grands », il y a, bien sûr, quelques autres pays qui parviennent à une production satisfaisante. Mais le Portugal est le seul de ces « petits » qui couvre la presque totalité de ses besoins en matières premières grâce au coton récolté dans « ses » territoires d'outre-mer.

En 1960, 87 % du coton brut utilisé

dans les usines portugaises, provenaient des deux « provinces » africaines : le Mozambique et l'Angola.

Au Mozambique, le coton était connu depuis longtemps, mais c'est la colonisation qui lui a conféré sa large extension. La culture fut d'abord pratiquée dans le nord du pays, dans les districts du Nyassa et du Zambèze, où s'est développée aujourd'hui l'insurrection. Les exploitations sont donc maintenant ramenées partiellement dans le centre du pays.

Les colons ayant renoncé à la pratiquer eux-mêmes, la culture du coton relève presque totalement du mode de production dit « indigène ».

« Culture obligatoire »

La méthode employée par l'administration coloniale au Mozambique avait d'ailleurs été éprouvée jadis, par les Belges, au Congo : les zones cotonnières sont réparties entre une dizaine de grandes compagnies concessionnaires métropolitaines. Chaque concession est assortie d'un monopole d'achat pour le coton cultivé par les Africains vivant sur ces terres. Mais ceux-ci, auxquels on fournit les graines, sont astreints à cultiver du coton sur 0,25 à 1 hectare par famille.

Les théoriciens du régime, qui répugnent à parler de travail forcé, font état de « culture obligatoire ».

Cependant, le paysan africain, qui est contraint à ne cultiver que du coton sur ses propres terres, est totalement tributaire du concessionnaire blanc auquel il doit vendre sa récolte au prix fixé par

l'administration. Les fibres sont ensuite expédiées vers la métropole pour y être traitées grâce à un organisme coordinateur officiel.

Dans les années 1920, l'industrie portugaise était tributaire des matières premières venant des Etats-Unis ou du Brésil.

Cela coûtait chaque année une hémorragie de devises évaluée à 750 millions d'escudos.

Lors de l'avènement de Salazar, l'Angola et le Mozambique ne produisaient que 800 tonnes de coton, alors que l'industrie en exigeait 18 000 tonnes par an.

On institua donc un système selon lequel tout indigène valide, de sexe masculin, âgé de 18 à 55 ans, devait prouver qu'il vivait de son travail. Les autorités coloniales avaient déterminé comme condition la nécessité de travailler au moins six mois par an, soit au service de l'Etat, soit pour les plantations concessionnaires ou pour des colons. Ce fut la règle générale. La production cotonnière devint la seule activité des Africains, lesquels devaient prouver qu'ils vivaient de leur travail... et payer l'impôt en numéraire.

Certes, l'abandon des cultures vivrières a provoqué la mort de milliers d'hommes et de femmes, victimes de famines cycliques. Mais la production du coton fut multipliée par six, de 1932 à 1937.

Elle doubla de 1937 à 1946, atteignant 65 % des importations portugaises.

Dès 1953, la production cotonnière du Mozambique et de l'Angola dépassait les besoins de l'industrie portugaise et, en

15, des excédents étaient exportés vers d'autres pays occidentaux.

En 1960, à la veille de ce « tremblement de terre dans l'empire » que fut la révolte angolaise, le seul Mozambique avait dépassé la production record annuelle de 140 000 tonnes.

Si nous interrogeons les Africains victimes de ce système d'investissement main, ils nous font mieux comprendre ce que fut ce « miracle » de la gestion coloniale portugaise.

Écoutons Gabriel Mauricio Nantimbo, un des milliers de paysans qui ont rejoint le Front de Libération du Mozambique.

« Je suis fils de paysan et natif de Inhambane, une région cotonnière du Cabo Delgado. J'ai 25 ans. Mon père avait un petit lopin de terre. Nous y cultivions du maïs, de la cassave, des fèves du coton qui suffisaient largement à nos besoins. Nous vendions le reste aux Blancs de la ville. Quand la Companhia Agricola Algodocira obtint le monopole de l'exploitation cotonnière dans notre région, nous fûmes obligés de cultiver un champ de coton avec les graines données par la Companhia qui nous payait ensuite la récolte. Mais elle nous payait très peu [...] Nous n'avions pas le temps de nous occuper d'autres cultures. Vous savez peut-être que le coton exige des soins constants. Il faut sans cesse arracher les mauvaises herbes et dédoubler les plantes.

La peur du Blanc

« Nous savions par expérience que quiconque refusait de cultiver ce maudit coton était arrêté par les services de sécurité et envoyé très loin pour travailler dans les plantations de Sao Tomé. Nous avions donc peur, peur du Blanc, peur d'être arraché à nos familles, de laisser nos enfants mourir de faim [...].

« L'histoire de mon oncle vaut peut-être la peine d'être contée. Il avait un champ de coton, comme nous autres. Un jour il tomba malade. Le patron de la Companhia le fit convoquer chez le *chefe do posto* (administrateur local). Quand mon oncle s'est plaint qu'il était malade, très malade, il lui répliqua brutalement :

« — Vous ne valez rien. Vous êtes paresseux, vous ne voulez pas travailler. Pensez-vous que les autres ne tombent pas malades ? Faut-il donc cesser de travailler ?

« — Il y a différentes sortes de maladies, certaines vous permettent de travailler, d'autres non, répondit mon

oncle. *Moi, je ne peux pas travailler, mes jambes tremblent, j'ai la fièvre.*

« Ils l'arrêtaient sur le champ et le déportèrent dans l'enfer de Sao Tomé où il est resté pour toujours. »

L'ancien évêque de Beira (Mozambique), Mgr Sebastião Soares Rezende, partisan de la « présence » portugaise en Afrique mais sévère critique de l'ultra-colonialisme de Salazar, a dénoncé à maintes reprises le caractère outrancier de cette forme d'exploitation du travail des « indigènes ».

La famine

Les critiques du prélat portugais, prononcées au cours des années 1950 et 1954 ont été confirmées par certains observateurs étrangers qui ont pu se rendre au Mozambique avant l'insurrection armée de septembre 1963.

Selon le témoignage d'un pasteur américain rapporté par l'économiste portugais Antonio de Figueiredo, les conditions du paysan sont pires aujourd'hui que celles qu'il a connues pendant les siècles qui ont précédé la conquête du pays par l'homme blanc : « *Les Africains ont moins à manger qu'à l'époque où les forêts denses fournissaient aux hommes un gibier abondant.* »

Certes, face à une vague de critiques dont les échos parvinrent jusqu'aux instances internationales, notamment à l'O.U.A., les dirigeants portugais firent-ils mine de réformer le système de culture obligatoire, surtout après le soulèvement angolais de 1961. On atténua les pratiques les plus outrancières du travail forcé. Les exportations du coton mozambicain ont considérablement baissé en 1963 et 1964. Mais ce fut surtout à la suite de l'insurrection généralisée déclenchée par le Frelimo, qui fit perdre au pouvoir colonial le contrôle des vastes régions du Nyassa et du Cabo-Delgado.

Les Portugais furent alors contraints de transférer les cultures cotonnières dans les régions du centre où les concessions furent remplacées progressivement par un autre système dit de « concurrence contrôlée ». Mais cela n'améliora guère la situation des producteurs africains.

Théoriquement indépendants et libres, ils sont astreints à vendre leur récolte à des acheteurs autorisés, qui ne sont rien d'autre que les anciens concessionnaires ou leurs agents. Le prix d'achat du coton est à peine plus élevé qu'auparavant et, de plus, le paysan doit maintenant acheter lui-même ses semences.

En outre, l'engrenage du coton n'est

autorisé par l'administration coloniale qu'aux personnes agréées par elle, moyennant une cotisation de 10 000 escudos auprès de l'Institut gouvernemental du Coton. Or, les agriculteurs africains ne disposent pas de telles sommes. Aussi, dans les régions encore occupées, restent-ils toujours pris dans les filets de l'administration coloniale. On estime officiellement que la campagne cotonnière a atteint une production de 130 000 tonnes après la « réforme » mettant prétendument fin aux cultures obligatoires.

Voilà tout le secret du « décollage » de l'industrie textile portugaise.

Ajoutons encore, comme l'a estimé le professeur Aurelio Quintanilha, directeur du Centre de Recherches du Coton au cours des années 1950, que le gouvernement de Lisbonne eût dû déboursier 18 millions de livres sterling par an s'il avait dû se fournir en coton ailleurs que dans ses colonies. Et Nelson Saraiva Bravo, l'un des experts agricoles du Dr Caetano, considère, de son côté, que le coton fourni par les colonies aurait coûté un excédent de 400 millions d'escudos par an s'il avait été acheté ailleurs que dans les colonies, soit 68 % de plus que les sommes consacrées aux achats au Mozambique.

Tout est change

Au XIX^e siècle, Thomas Moore avait ainsi défini la situation tragique du paysan britannique : « *Les moutons, disait-il, ont mangé l'homme.* » Il évoquait ainsi le sort qui avait frappé des millions d'agriculteurs de Grande-Bretagne, victimes de la famine.

« *C'était, disait-il encore, le prix payé à la transformation des champs en prairies pour l'élevage des moutons et la fabrication de la laine.* »

Nous référant à ces analyses du passé, nous pouvons dire, aujourd'hui, que le coton ne mangera pas l'homme du Mozambique. Car, en septembre 1963, les paysans sont passés à l'insurrection à l'appel du Frelimo.

« *Maintenant, c'est la guerre, c'est différent,* dit Gabriel Nantimbo, ancien paysan devenu commissaire politique du Frelimo. *Fini le travail forcé,* ajoute-t-il, en évoquant les vastes régions cotonnières qui échappent au contrôle de l'administration coloniale. *Quand les paysans cultivent pour eux, ils mangent mieux et les compagnies concessionnaires ne peuvent plus voler nos champs, ni les colons violer nos femmes. La guerre est en train de libérer notre peuple.* »

▲▲▲